

ÉGYPTE : AN I DE L'ISLAMISME

Morsi d'une courte tête

Mohamed Morsi a remporté le second tour de l'élection présidentielle égyptienne avec 13 millions de voix contre 12 millions pour son adversaire Ahmed Chafik. Le candidat des Frères musulmans est passé avec un écart de tout juste 900 000 voix.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'Égypte a un nouveau président. Mohamed Morsi Aïssa El Ayar succède à Hosni Moubarak dont le pouvoir a pris fin brutalement lors des soulèvements populaires de janvier et février 2011.

Morsi, un ingénieur de 60 ans, a remporté la première élection présidentielle avec plus de 13 millions de voix contre 12 millions pour Ahmed Chafik, ancien Premier ministre du président déchu, présenté comme étant le candidat des militaires. Un écart de moins d'un million de voix.

Reste que la proclamation des résultats par la Haute Commission électorale a donné lieu à une explosion de joie dans la rue égyptienne. Plusieurs milliers de per-

sonnes étaient notamment présentes sur la place Tahrir du Caire, symbole de la révolution de ce pays.

La police et l'armée avaient renforcé le dispositif de sécurité afin d'éviter tout débordement. Ces derniers jours, les camps des deux adversaires avaient revendiqué la victoire à cette élection. Une situation qui a imposé aux membres de la Haute Commission électorale de reporter la proclamation des résultats officiels.

Cette commission avait décidé de prendre plus de temps pour revoir dans le détail les recours introduits au niveau de nombreuses circonscriptions électorales. Hier après-midi, moins d'une heure après l'annonce de la victoire de Morsi, le maréchal



Mohamed Morsi.

Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des Forces armées (CSFA) a présenté des félicitations officielles au nouveau président élu. Cependant, sur le plan poli-

tique, les militaires devraient rester très présents bien qu'ils se soient engagés à remettre le pouvoir le 30 juin. L'armée restera un acteur central sur une scène poli-

tique partiellement reconfigurée. La dissolution de l'Assemblée, décidée le 14 juin, et la mesure visant à contrôler l'élaboration de la future Constitution ont été fortement décriées. La marge de manœuvre du nouveau chef de l'Etat égyptien s'annonce donc très limitée.

La tâche de Mohamed Morsi s'annonce très difficile : il devra imposer une stabilité politique et relancer le développement économique dans un pays totalement ébranlé par une année et demie de troubles politiques. Il est également attendu sur le plan international, notamment dans le dossier palestinien et les relations israélo-égyptiennes.

Pour l'heure, la première victoire de Morsi a été de permettre à la confrérie des Frères musulmans d'accéder au pouvoir, 84 ans après sa création par Hassan El Banna.

T. H.

Le Hamas salue la victoire «historique» de Morsi

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, au pouvoir à Ghaza, a salué hier dimanche la victoire «historique» du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, à la présidentielle en Égypte.

«C'est une nouvelle ère qui s'ouvre en Égypte. Il s'agit d'un revers pour le programme de normalisation et la coopération sécuritaire avec l'ennemi (israélien)», a déclaré à l'AFP Mahmoud Zahar, un haut dirigeant du Hamas dans la bande de Ghaza. Sitôt après l'annonce du résultat, des cris de joie et des klaxons, accompagnés de rafales d'armes automatiques en l'air, ont éclaté dans la ville de Ghaza tandis que des centaines de partisans du Hamas convergeaient vers les places de Palestine et du Soldat inconnu pour manifester leur satisfaction.

A Rafah, le poste-frontière entre la bande de Ghaza et l'Égypte, des centaines de manifestants se rassemblaient en brandissant des drapeaux égyptiens et palestiniens et des portraits de M. Morsi.

De son côté, à Ramallah (Cisjordanie), le négociateur Saëb Erakat a transmis les «félicitations» de l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas au vainqueur de l'élection présidentielle égyptienne.

Les Frères musulmans égyptiens, de l'illégalité à la présidence

Les Frères musulmans, dont un des dirigeants, Mohamed Morsi, a remporté l'élection présidentielle égyptienne, représentent la force politique la mieux organisée d'Égypte, après avoir été longtemps dans l'illégalité.

Après la chute de M. Moubarak le 11 février 2011, la confrérie islamiste a formé un parti politique légal pour pouvoir participer ouvertement aux élections.

Ce nouveau parti, baptisé le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), s'est défendu d'avoir une orientation «théocratique» et a assuré qu'il serait «indépendant» de la confrérie.

Créée en 1928 par Hassan Al-Banna, la confrérie a été interdite en 1954 mais dans les faits, elle bénéficiait d'une tolérance relative sous le régime de M. Moubarak. Ses membres faisaient néanmoins régulièrement l'objet de campagnes d'arrestations.

Dans les années 1940, elle a perpétré des actes sanglants, dont l'assassinat du Premier ministre Mahmoud Fahmi Al-Noqrachi en 1948. Ses membres subissent alors une répression brutale.

Ses relations avec l'armée, épine dorsale du pouvoir depuis la chute de la monarchie en 1952, sont marquées par la rivalité, mais parfois aussi empreintes de connivence.

Le président Gamal Abdel Nasser leur porte ensuite des coups très durs entre 1954 et 1970, après une tentative d'assassinat contre sa personne imputée au mouvement.

Ses membres sont arrêtés par milliers.

En 1971, Anouar El-Sadate, qui succède à Nasser, fait libérer les Frères musulmans et proclame une amnistie générale.

Mais ils vivent très mal le revirement de Sadate et les accords de paix avec Israël. En 1981, Sadate sera assassiné par d'ex-membres de la confrérie passés à l'extrémisme.

Pendant l'ère Moubarak, la confrérie a présenté des candidats au Parlement sous l'étiquette d'indépendants. Après une percée aux législatives de 2005, qui les avait vus remporter près de 20% des sièges, les Frères musulmans étaient sortis bredouilles du premier tour des législatives fin 2010 et avaient décidé de boycotter le second tour, dénonçant des fraudes massives et violentes.

La révolte populaire contre le régime Moubarak, initiée par des mouvements de jeunes laïques en janvier 2011, semble prendre la confrérie par surprise. Seuls les jeunes Frères musulmans y prennent part au début, avant que le mouvement islamiste ne s'y rallie progressivement.

Tout au long de la transition politique, la confrérie donne le sentiment d'alterner confrontation et connivence avec le



Les partisans de Morsi dans les rues du Caire.

pouvoir militaire, ainsi qu'avec les partis et mouvements laïques, s'appuyant alternativement sur les uns ou les autres pour faire avancer ses intérêts.

Elle revient en force au Parlement à l'hiver 2011/2012, où son parti, le PLJ, remporte presque la moitié des sièges de députés.

La dissolution mi-juin de l'Assemblée pour irrégularité dans le mode de scrutin la prive toutefois de son bastion parlementaire.

La confrérie est particulièrement active dans les mosquées, où elle mène des actions d'aide aux plus démunis, dans les universités et au sein des syndicats.

Elle s'appuie sur un réseau de centaines de milliers de

militants, rompus à l'action de terrain et dont l'organisation opaque reflète les années de clandestinité.

Au cours de son histoire, elle a oscillé entre l'opposition violente au pouvoir et la collaboration, entre plaidoyers pour un Etat islamique et assurances de respecter le jeu démocratique.

Ses intentions restent donc largement énigmatiques et suscitent la crainte de ceux qui redoutent l'instauration d'un régime islamique en Égypte.

Dès l'an dernier, les Etats-Unis comme de nombreux autres pays étrangers ont engagé ouvertement des contacts avec la confrérie, afin de tenir compte de la nouvelle donne politique égyptienne.